

## Sommaire

### Editorial

#### ANALYSE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE

LES INDICATEURS MACRO.....	2
LES INDICATEURS MICRO	
LA SITUATION DU PAYS .....	4
ACCESSIBILITE AUX ALIMENTS .....	5

### Sujet du jour :

Cantines scolaire en Haiti et EXPERIENCES d'utilisation de produits locaux.....	6
--	---

### Nous avons rencontré pour vous :

VETERIMED....	13
---------------	----

### Matières à Reflexion.-

Si l'effet de serre est une bonne chose, pourquoi s'inquiéter?.....	19
--	----



#### Rédaction:

Danielle AVIN  
Aldrin CALIXTE  
Douby EXANTUS  
Gary MATHIEU  
Jean Chariot MICHEL  
VETERIMED

#### Responsable de Rédaction :

Jean Chariot MICHEL

#### Mise en page :

Douby EXANTUS

#### Edition: CNSA

Dépôt légal # 03-05-146



*Ce document a été réalisé avec l'aide de l'Union européenne. Son contenu relève cependant, de la seule responsabilité de la CNSA et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union européenne.*

En cette période de fêtes de fin d'année, les indicateurs macro-économiques intéressant la sécurité alimentaire ont connu une certaine stabilité. L'inflation générale et le taux de change de la gourde par rapport au dollar américain n'ont pas varié sensiblement. La situation reste similaire au dernier trimestre de l'année précédente avec une faible reprise des activités économiques due au contexte socio-politique défavorable.

Le dernier trimestre de l'année correspond au début de la saison sèche. Celle-ci, qui a commencé en novembre et qui s'est accentuée en décembre, n'a pas eu un impact sensible sur la disponibilité alimentaire, car la plupart des cultures était pratiquement en phase de récolte. Cependant, une certaine vigilance est de mise pour certaines régions, particulièrement le Nord-Ouest.

Dans ce 12<sup>ème</sup> numéro du Bulletin de Conjoncture, vous aurez comme de coutume, une présentation de la situation de sécurité alimentaire du pays pour le trimestre écoulé. Le sujet du jour traite d'un thème particulièrement intéressant pour beaucoup d'acteurs intervenant dans l'éducation et également pour ceux impliqués dans le développement rural : les expériences d'utilisation de denrées produites localement pour l'approvisionnement des cantines scolaires. Ce trimestre, nous avons rencontré pour vous VETERIMED, dont le programme « Let Agogo » vient d'obtenir le premier prix « d'expériences d'innovations sociales » de la CEPALC.

Chères lectrices, chers lecteurs, nous vous remercions pour votre intérêt et votre fidélité et nous vous souhaitons une bonne lecture de notre douzième numéro.

**La Coordonnatrice**

# Analyse de la Sécurité alimentaire



## Sommaire

Le taux d'inflation pour ce trimestre par rapport au trimestre juillet/septembre 2005, est relativement stable (+1%), en dépit des baisses constatées dans les différentes branches ayant trait à la sécurité alimentaire. Cette relative stabilité est aussi observée pour le taux de change.

Pour ce qui concerne la situation agro-climatique, le trimestre octobre - décembre a été caractérisé par une situation contrastée. Après les pluies importantes d'octobre, les deux mois suivants ont inauguré le début de la saison sèche qui semble avoir été très marquée dans le Nord Ouest.

Pour l'accessibilité aux aliments, globalement, durant ce trimestre, les prix des différents produits alimentaires de base ont connu des hausses assez significatives.

## Les indicateurs macro-économiques et sécurité alimentaire

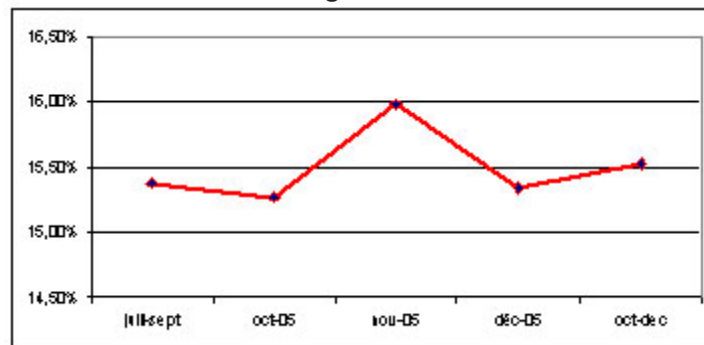
(Les données sur l'inflation ont été fournies par l'IHSI et celles sur le taux de change par la BRH)

### Inflation

#### Inflation générale

Pour ce trimestre, suivant les données fournies par l'IHSI, le taux d'inflation en glissement annuel (base 100 en août 2004) n'a pas connu de grande variation. Les différents secteurs ayant trait à la sécurité alimentaire, semble-t-il, n'ont pas eu d'effet sur la tendance générale. Cependant, dans les régions Sud, les prix des produits ont augmenté plus vite que les quatre autres régions, soit une variation trimestrielle de 5%.

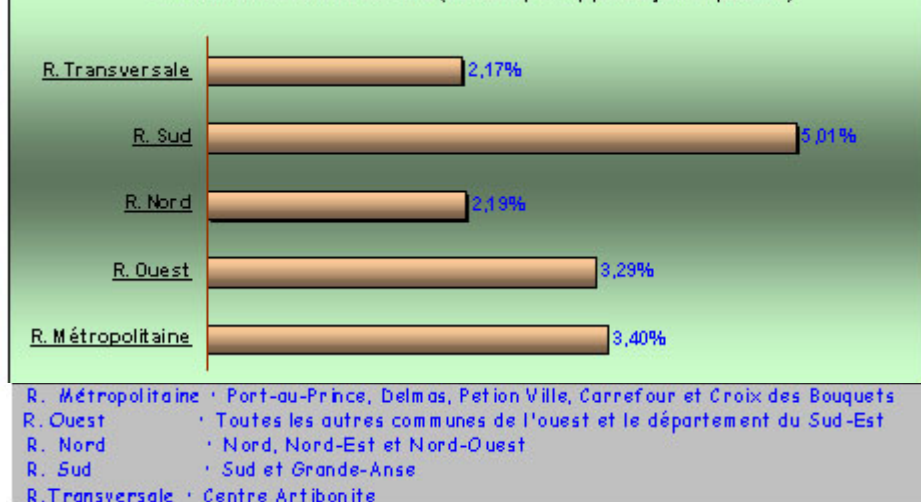
#### Evolution de l'inflation générale



#### Indice des Prix à la consommation (IPC) par région géographique

Suivant les données fournies par l'IHSI, les prix dans les Régions Transversale et du Nord ont augmenté plus lentement par rapport aux autres régions du pays.

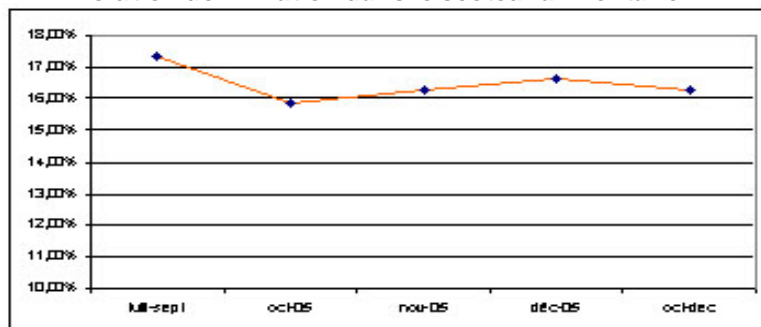
#### Variation trimestrielle de l'IPC (oct-dec par rapport à juill-sept 2005)



#### Secteur alimentaire

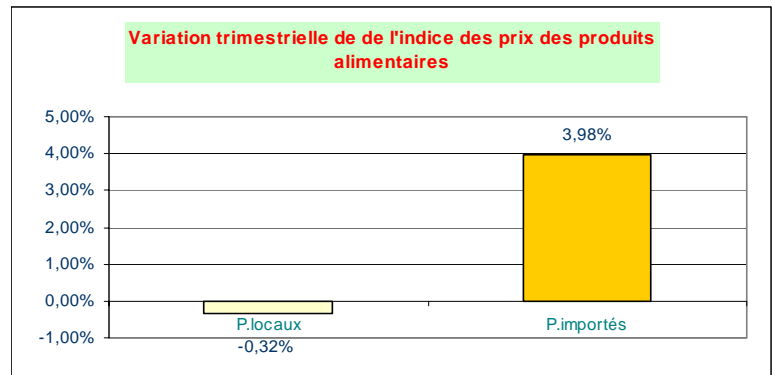
Le taux d'inflation dans le secteur alimentaire est à la baisse pour ce trimestre; de 17,35% pour le trimestre juillet /septembre 2005, il est passé à 16,36%, malgré une hausse amorcée depuis le mois de novembre.

#### Evolution de l'inflation dans le secteur alimentaire



### Inflation par groupes de produits

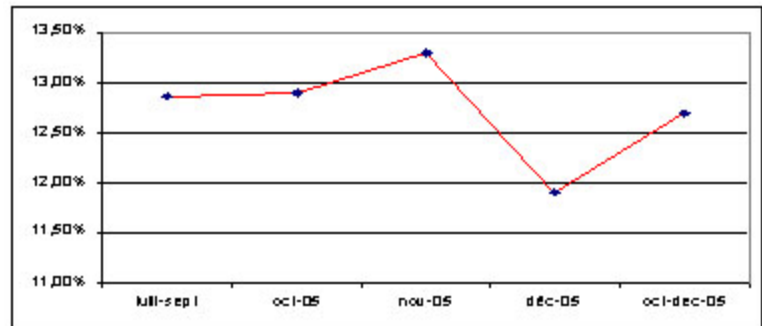
Les nouvelles publications de l'IHSI, (base août 2004= 100) ont permis d'apprécier le niveau de l'indice des prix de deux groupes de produits alimentaires : les produits locaux et les produits importés. Pour le trimestre octobre-décembre, le niveau des prix des produits importés (variation trimestrielle +3.98%) a influencé la tendance générale dans le secteur alimentaire. La faible variation des prix des produits locaux par rapport au trimestre précédent (variation trimestrielle -0.32%) peut s'expliquer par la récolte de haricot, du sorgho, du pois congo, du maïs... dans différentes régions du pays.



### Evolution de l'inflation dans le secteur de la santé

#### Secteur santé

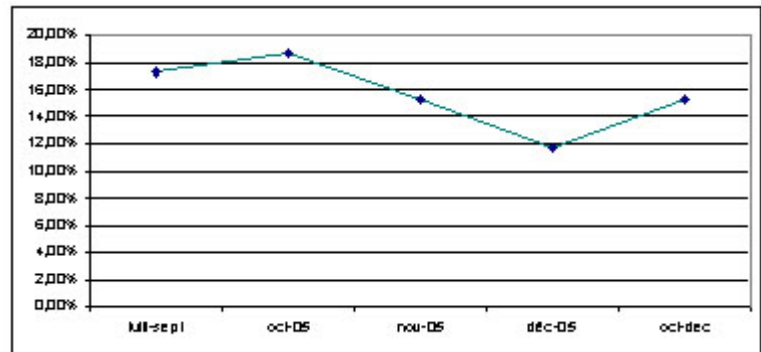
Pour ce trimestre, nous avons enregistré une baisse très faible (1.3%) par rapport au trimestre juillet-septembre. Cette tendance générale des prix dans ce secteur a été observée depuis le mois de janvier 2005. Après une légère hausse en novembre, le taux d'inflation dans le secteur santé a chuté au cours du mois de décembre.



#### Secteur transport

De 17.31% pour le trimestre juillet / septembre, le taux d'inflation dans le secteur du transport est passé à 15.23%, soit une baisse de plus de 12%. Cette tendance a été remarquée tout au cours du trimestre ; 19% en octobre contre 12% en décembre. Cette baisse de 12% est le résultat du réajustement des prix des produits pétroliers (-9.4%) et du transport public (-1.6%).

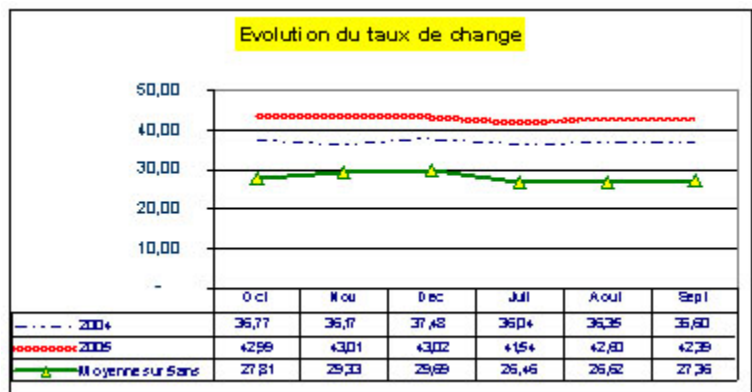
### Evolution de l'inflation dans le secteur du transport



### Le taux de change

Les données collectées et publiées par la Banque de la République d'Haïti (BRH) ont permis de constater une relative stabilité du prix du dollar durant tout le trimestre.

Malgré cette apparente stabilité, les taux de change restent supérieurs à ceux de l'année dernière et de la moyenne de cinq ans pour la même période. Toutefois, nous soulignons que la tendance normale d'une augmentation du taux de change, au cours du mois d'octobre est bien différente de celles de 2004 et de 2005 qui sont relativement stables. Rappelons qu'en 2004, l'instabilité socio-politique qui a prévalu, pourrait expliquer une faible demande en devise pour l'importation des marchandises. La situation en 2005 reflète en quelque sorte la tendance de l'année précédente.



## Situation du pays

### La situation alimentaire au cours du trimestre octobre-décembre 2005

#### Situation Agro-climatique

##### La situation climatique pour la période octobre- décembre

Le trimestre octobre - décembre a eu une caractéristique bien particulière du point de vue climatique. Il a été d'abord marqué par un mois pluvieux, celui d'octobre avec un volume important d'eau qui a même occasionné des inondations sur plusieurs points du territoire, mais particulièrement graves dans la région du Sud. Au cours des deux mois suivants, la situation s'est contrastée avec un début de sécheresse en novembre qui s'est accentuée en décembre. Cependant, l'impact de cette sécheresse reste limité, car la plupart des cultures se trouvaient en fin de cycle.

Au cours du mois d'octobre, avec les données disponibles, on a pu confirmer une nette amélioration de la situation pluviométrique par rapport à celle connue en 2004 pour la même période.

En effet, dans le département de l'Ouest particulièrement à Damien, on a enregistré en octobre 192,8 mm de pluie contre 136 mm en 2004. La moyenne mensuelle normale (1970-2004) pour la station susmentionnée, 155,5 mm, était également inférieure à celle enregistrée en octobre 2005.

Dans le département du Nord-Ouest, la situation n'était pas différente de celle décrite précédemment. En moyenne 247,92 mm de pluie ont été enregistrés en octobre 2005 contre 50,97 mm en octobre 2004. La moyenne mensuelle sur dix ans (97,5 mm de pluie) est nettement inférieure à la pluviométrie enregistrée en octobre 2005.

Dans le département du Centre, au niveau de 18 stations suivies par World Vision dans le Haut Plateau, la moyenne pluviométrique est de 278,85 mm.

Dans la plaine des Cayes, selon les informations fournies par la Direction Départementale Agricole du Sud (DDAS) environ 538,6 mm de pluie ont été enregistrés au cours du mois d'octobre 2005. Cette pluviométrie est la plus forte enregistrée au cours de l'année dans la région. Comparées aux données pluviométriques présentées pour les autres régions (Nord-Ouest, Damien et Plateau Central), celles enregistrées dans la plaine des Cayes sont environ deux fois supérieures. C'est ce qui explique que les inondations ont causé plus de dégâts dans la région du Sud.

Les mois de novembre et décembre contrastent avec celui d'octobre, car là où les inondations avaient sévi, la sécheresse s'est établie et commençait même à faire baisser les espoirs de bonne récolte. C'est le cas de certaines zones de la région du Grand Nord, où l'activité agricole n'était pas trop perturbée par les inondations d'octobre. Cette situation s'était empirée au cours du mois de décembre où de très faibles pluies ont été enregistrées. Dans le Plateau Central, les stations suivies par World Vision ont enregistré 4,12 mm en moyenne. Dans le Nord-Ouest, selon les informations fournies par CARE, la pluviométrie de décembre est dans l'ensemble inférieure à celle de 2004 pour la même période. Par rapport à la moyenne mensuelle de 10 ans, on a également enregistré un déficit pluviométrique (67,95 mm, la moyenne sur 10 ans, contre 20,2 mm en décembre 2005).

##### Situation agricole dans les différentes régions du pays au cours de la période octobre – décembre.

Le secteur agricole a connu une situation difficile au cours du mois d'octobre, car beaucoup de parcelles emblavées ont été ravagées par les eaux en furie lors du passage des dépressions tropicales Wilma et Alpha. La région du sud était la plus touchée: plusieurs hectares de terre ont été inondés, des têtes de bétail emportées par les eaux et des bananeraies détruites par le vent. Cette situation a eu des impacts sur la production de pois congo qui était au stade de floraison au cours du mois d'octobre.

Les départements des Nippes, de la Grand'Anse et du Sud-Est ont été également touchés affectant ainsi la disponibilité alimentaire dans ces zones.

Dans la région du Grand Nord, bien que les inondations d'octobre aient occasionné moins de dégâts, l'espoir suscité par la bonne pluviométrie de septembre s'est amoindri, surtout dans les zones de plaine. Par contre

dans les zones de montagne humide, le haricot planté au cours du trimestre précédent était au stade de floraison ou de début de récolte. Cette situation était également observée dans certaines zones de plaine. Ce début de récolte a occasionné une baisse de son prix sur le marché.

Certaines cultures de rente comme le café était au début de la cueillette des cerises et la récolte des agrumes était très prometteuse dans les montagnes semi-humides du Sud-Est et de la Grand'Anse. Le maïs était très peu disponible dans les zones de montagnes humides, car c'était plutôt la fin de la récolte. La récolte du riz se faisait dans la région de l'Artibonite et c'est ce qui a occasionné une baisse de prix dans les marchés du Cap-Haitien, de Hinche et de Jérémie au cours du mois d'octobre.

Cette baisse de la pluviométrie en cette saison sèche n'a pas eu des impacts négatifs sur les principales cultures qui étaient au terme de leur cycle cultural : le riz était en phase de récolte dans les principales zones rizicoles du Nord et du Nord-Est, le maïs était au stade de récolte dans certaines régions du Nord-Est et du Centre.

Les aliments disponibles dans les différentes régions du pays sont principalement le sorgho et le pois congo. La récolte entamée au cours du mois de novembre s'est poursuivie en décembre. Cette bonne disponibilité a fait baisser le prix du sorgho en décembre dans les différents marchés du pays.

Le mois de décembre était marqué dans les zones humides et irriguées par les préparatifs pour le semis de haricot. Dans certaines zones de plaines irriguées particulièrement, celle du département des Nippes, les préparatifs vont bon train pour la campagne d'haricot d'hiver. Dans certaines zones où le sorgho vient d'être récolté, les exploitants font paître leurs animaux dans les parcelles récoltées facilitant ainsi la décomposition rapide des résidus de récolte. Par la suite, ils vont préparer leurs terres et commencer le semis aux premières pluies.

Cependant, dans le Sud-Est, le déficit pluviométrique a eu des conséquences surtout dans les zones de plaines sèches où le maïs était au stade d'épiaison, selon les informations rapportées par le Bureau agricole communal de Belle-Anse.

Mis à part ces activités de récolte, au cours du mois de novembre dans la région du Nord-Ouest, les exploitants ont arrêté le semis à cause du déficit pluviométrique, ce qui aura un impact négatif sur la disponibilité alimentaire et les revenus dans ces zones. Cette situation risque du même coup d'affecter les cultures plantées en début de novembre.

## Accès aux aliments

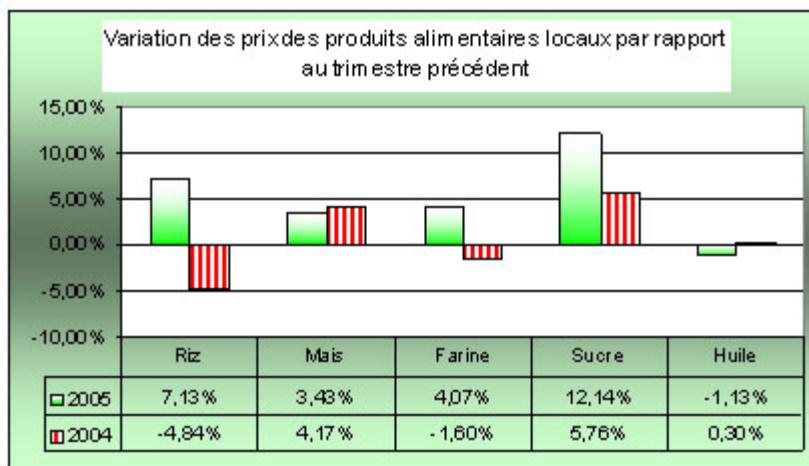
Les prix utilisés dans cette rubrique sont ceux collectés par le Hillside Agricultural Program (HAP) sur les marchés des principales grandes villes du pays. Les graphes présentent les variations du trimestre juillet/septembre par rapport au trimestre précédent par produit.

### L'évolution des prix des produits locaux et des produits importés

Globalement, durant ce trimestre, les prix des différents produits alimentaires de base ont connu des hausses assez significatives. Cependant, dans le groupe des produits locaux, le prix du haricot a connu une baisse très importante à cause des récoltes dans les zones de montagnes humide et surtout de la récolte de pois congo, un produit substitut. Nous notons également une baisse légère dans le prix de l'huile de cuisine.

#### Prix produits locaux

Mis à part le haricot, tous les produits locaux ont connu des hausses, affectant ainsi la situation alimentaire des ménages les plus vulnérables ; les **céréales** (riz, maïs moulu local et sorgho) ont tous connu des hausses. Durant ce trimestre, le prix du riz a connu la plus forte augmentation (5.93%), bien que le prix ait baissé au cours du mois d'octobre à cause de la récolte au niveau de l'Artibonite. Vient ensuite le prix du maïs moulu local (4.60%). Contrairement à cette année, le prix du maïs moulu local avait varié à la baisse (12.37%) à la même époque en 2004.



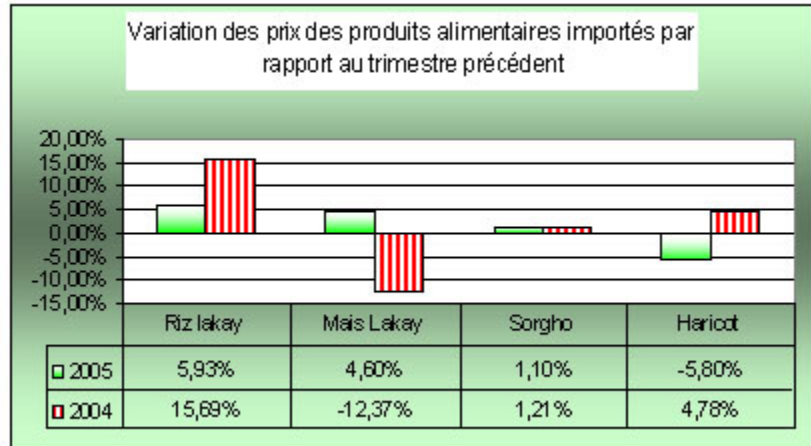
Les récoltes de **haricot** dans les montagnes humides et de pois congo, produit substitut, dans presque tout le pays, ont permis d'augmenter le niveau d'offre des légumineuses sur les différents marchés. L'offre de ces produits a, par conséquent, influé sur les prix de haricot (baisse de prix d'environ de 6%) sur l'ensemble des marchés ; ceux des Cayes et de Port-de-Paix ont connu des baisses plus marquées.

Contrairement à la même époque de l'année dernière, où c'était le début de la dernière grande période de sécheresse qu'a connu le pays récemment, au cours du dernier trimestre de 2005 il y avait une plus grande augmentation de prix du riz et de haricot.

### Produits importés

Les prix des produits importés sont à la hausse par rapport à cette même époque de l'année dernière.

Le prix de toutes les **céréales** (riz, maïs et farine) sont à la hausse : le riz, a eu la plus forte augmentation (7%) de prix et est soutenu par les marchés de Ouanaminthe et de Jérémie. Sur ce dernier marché, son prix est passé, d'octobre à décembre, de 82.50 à 133.00 gourdes la marmite après avoir touché, en novembre, la barre de 116.50 gourdes. Cependant, en 2004, la variation a été tout a fait différente ; son prix a connu une baisse d'environ de 5%.



Le prix du **sucre** a connu une grande augmentation au cours de ce trimestre, soit une augmentation de plus de 12% dans l'ensemble des marchés. Cette augmentation est soutenue par les différents marchés et notamment de Port-de-Paix, de Jérémie et de Port-au-Prince où les augmentations de chacun des marchés dépassent la barre de 20%. Les baisses sur le marché de Ouanaminthe, à la frontière avec la République Dominicaine, depuis le début du trimestre, n'ont toutefois pas influencé la tendance générale.

## Sujet du jour



### Cantines scolaires en Haïti et expériences d'utilisation de produits locaux

#### I- Les programmes de cantine scolaire en Haïti et leur évolution

##### Bref historique

Des cantines scolaires fonctionnent en Haïti depuis une quarantaine d'années dans le cadre des programmes d'aide alimentaire, grâce à l'assistance de l'USAID, de l'ACDI, de l'UE et du PAM... qui interviennent le plus souvent par le biais d'autres institutions, en particulier des ONG. L'aide alimentaire provient de différents pays : Etats-Unis, Canada, France, Allemagne, Japon etc. Les différents intervenants se sont progressivement déployés sur le territoire.

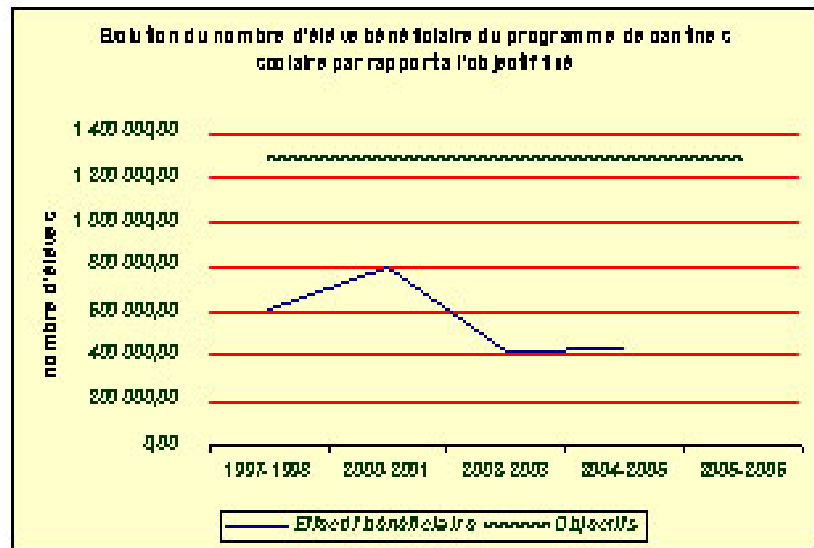
L'USAID a initié des programmes d'aide alimentaire en Haïti après le passage du cyclone Hazel en 1954. Mais, nous ne disposons pas d'informations suffisantes pour retracer les débuts de la distribution dans les écoles.

Depuis 1969, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) apporte un appui aux cantines scolaires dans les écoles du Nord et du Nord-Est.

Plus tard, en 1970, pour venir en aide aux démunis des quartiers pauvres de la capitale, le comité de Coopération Haïtiano-Neerlandaise a initié l'aide alimentaire européenne. Ce programme visait non seulement les enfants des écoles, mais aussi leurs mères. En 1986, l'ensemble des donateurs européens et la Commission Européenne se sont associés pour fonder le Bureau de Nutrition et de Développement (BND).

Il faut souligner un effort d'harmonisation des interventions de la part des différentes institutions afin d'éviter des duplications. En 1997, le Gouvernement Haïtien avec l'appui d'institutions internationales lança le Programme National des Cantines Scolaires (PNCS) qui a pour mission de coordonner et d'amplifier les programmes en cours, de manière à offrir un repas à 1,3 millions d'élèves des trois premiers cycles de l'école fondamentale et améliorer ainsi leur rendement scolaire.

L'appui aux cantines scolaires s'est donc intensifié à partir du deuxième semestre 1997 à l'occasion de la mise en place du Programme National de Cantines Scolaires (PNCS). Cependant, depuis le début des années 2000, le programme subit une diminution en termes de nombre de bénéficiaires, comme en témoigne la figure ci-contre. Les organisations financées par l'USAID (CARE, CRS, World Vision, ADRA) ont fait un retrait total ou partiel de leurs activités. L'objectif de servir 1.3 million personnes est loin d'être atteint. Il faut toutefois souligner, comme on le verra plus loin, que les expériences non comptabilisées pourraient contribuer à hausser le nombre de bénéficiaires.

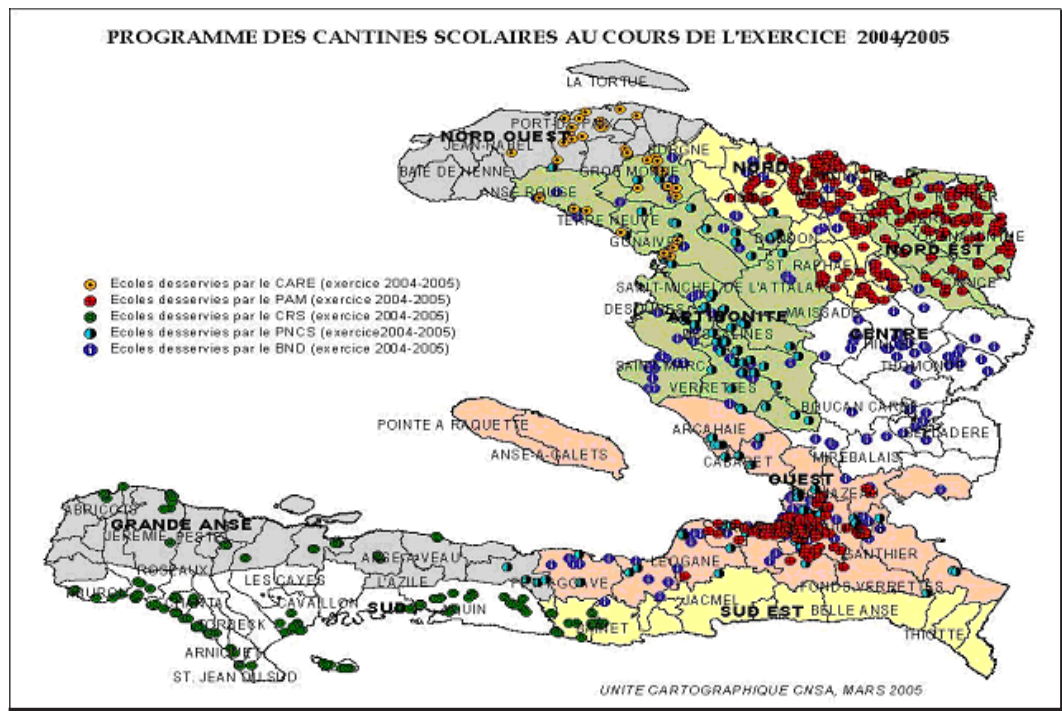


### Objectifs des programmes de cantine scolaire

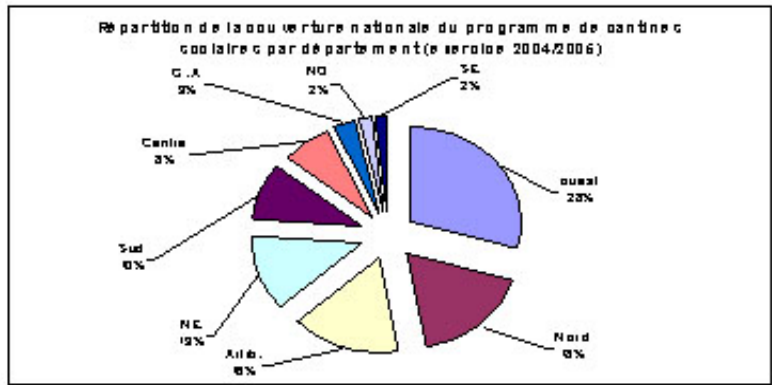
Les problèmes liés, à la fois, au secteur de l'éducation (faible taux de scolarisation comparé au taux scolarisable) et au secteur de la santé (état nutritionnel alarmant des enfants) ont poussé les principaux donateurs à une aide alimentaire au niveau du cycle fondamental fournie sous forme de repas chauds ou de snacks. L'aide alimentaire a donc un double objectif : d'une part améliorer l'efficacité du système éducatif (les enfants bien alimentés peuvent donner de meilleurs rendements scolaires) et d'autre part réduire le problème de malnutrition que connaît cette catégorie d'âge. La première approche est celle adoptée par le gouvernement par le biais du Programme National de Cantine Scolaire (PNCS), les CS de l'USAID (CARE, CRS) et les institutions travaillant avec l'Union Européenne (BND), tandis que le Programme Alimentaire Mondial (PAM), quant à lui répond à ces deux objectifs.

### Répartition sur le territoire

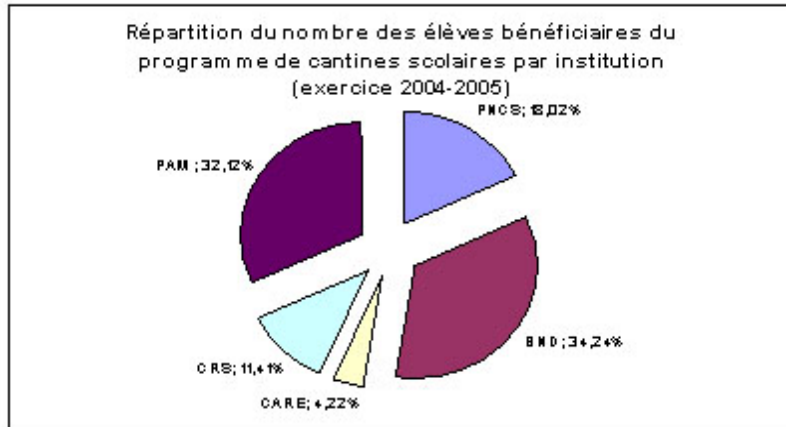
Les principaux programmes de cantines scolaires ont une couverture territoriale différente. Par exemple, le PAM mène ses activités dans le Nord, le Nord-Est, et dans la zone métropolitaine, le CRS dans le Sud, la Grand-Anse et les Nippes, CARE dans le Nord-Ouest. Il faut observer une couverture inégale du territoire, avec une concentration des écoles bénéficiaires dans le Nord et le Nord-Est et autour de la zone métropolitaine, alors que dans d'autres zones comme le Sud-Est, le nombre d'écoles couvertes est très faible.



En termes de nombre d'élèves bénéficiaires, l'Ouest, l'Artibonite, le Nord et le Nord-Est sont aussi les départements privilégiés. Le graphique ci-contre présente la répartition des écoles bénéficiaires par département pour l'exercice 2004-2005.



Pour l'exercice 2004-2005, ces programmes ont couvert 1087 écoles et ont atteint 437 941 élèves bénéficiaires. En termes de nombre d'écoles couvertes, le BND vient en première position, suivi du PAM comme le montre le graphique ci-dessous.



## II- Quelques expériences à partir de produits locaux

Les informations jusque là présentées sur les cantines scolaires concernent les principaux donateurs (USAID, UE et PAM). Cependant, d'autres expériences, moins connues, utilisant les produits locaux ne sont pas comptabilisées. Des écoles participant aux programmes de cantines scolaires procèdent parfois à l'achat de compléments au niveau local ou reçoivent des contributions volontaires des élèves qui apportent des produits, en particulier des légumes, en période de récolte. Certaines expériences très localisées, en dépit de leur originalité, pourraient être considérées comme des cas isolés. D'autres sont plus étendues, c'est-à-dire, ont une plus grande couverture territoriale. Des projets pilotes de jardins scolaires sont en train d'être développés (ou sont en préparation) par diverses institutions. Même des institutions spécialisées dans l'aide alimentaire commencent à développer des projets alternatifs intégrant des jardins scolaires ou des achats locaux. Tout cela montre l'intérêt pour le thème des cantines scolaires dans le pays et de l'intégration des produits locaux.

D'un autre côté, par rapport aux problèmes de la défaillance de l'État dans l'offre d'éducation, dans différentes régions du pays, les populations ont pris certaines initiatives pour permettre aux enfants d'avoir accès au pain de l'instruction. D'après le Rapport National sur le Développement Humain 2005

« Vulnérabilité et pauvreté en Haïti », « les écoles publiques représentent moins de 20% de l'ensemble des établissements de niveau primaire, et moins de 10% de niveau secondaire ». La fondation de la majorité des écoles du pays relève d'initiatives privées, religieuses et communautaires. Certaines de ces écoles ont également pris l'initiative de développer des cantines scolaires à partir des produits locaux.

### Une expérience localisée de produits locaux cultivés par les parents : Ecole communautaire de Bois-Mary

Dans la localité de Bois-Mary, 4<sup>ème</sup> section communale de Marchand- Dessalines, la communauté est engagée dans un processus de développement de l'éducation basé principalement sur les ressources locales, tout en intégrant des appuis externes. L'école communautaire de Bois- Mary, fondée en 2001, est une initiative qui entendait faire face au problème de manque d'écoles par rapport à la quantité d'enfants scolarisables. Pendant l'année scolaire 2004-2005, l'effectif de l'école était d'environ 200 élèves.

En l'absence de réponses des pouvoirs publics et d'autres organisations de développement, la population s'est mobilisée avec l'appui de la branche de la 4<sup>ème</sup> section de l'Association pour le Développement Intégré de la Commune de Dessalines



(ADICOD). Un comité de parents a été constitué. Un membre a fait un don du terrain pour la construction de l'école qui a bénéficié d'un appui financier de Pays de Savoie Solidaire, une collectivité territoriale française, dans le cadre de son programme de coopération décentralisée. L'organe exécutif du Comité de parents est le Comité de Gestion de l'« École Communautaire Dessalines-Savoie ». Ce comité de gestion de 11 membres est composé en plus des représentants des parents choisis sur une base géographique, du directeur de l'école et des professeurs. Plus tard, l'Action Communautaire pour l'Éducation de Dessalines (ACED) a travaillé au renforcement du Comité des parents qui a bénéficié d'un appui en animation de groupe.

Le comité des parents essaie de faire face aux problèmes susceptibles de limiter le rendement des élèves. En plus de la constitution d'un fonds de livres, la communauté s'est lancée en 2002 dans un programme de cantine scolaire pour nourrir les élèves. La communauté a aussi bénéficié d'une subvention de Pays de Savoie Solidaire qui a permis de démarrer ces activités. Dans un premier temps, la cantine fonctionnait en s'approvisionnant en produits sur le marché. A partir d'avril 2002, un membre a mis à la disposition de l'école un quart de carreau de terre pour une durée de 2 ans et la communauté a affermé un demi carreau pour la même durée. Grâce au fonds de démarrage reçu, les parents se sont mis à cultiver le riz pendant la saison pluvieuse de 2002. Pendant la saison sèche, ils cultivent l'arachide et le maïs. Ils s'organisent en coumbite pour réaliser les opérations culturales. L'arachide est totalement vendue et une partie de la récolte du riz et de maïs est vendue pour acheter d'autres produits nécessaires à la préparation des repas : huile, haricot, viande. Les élèves payent une contribution de 40 gourdes par an qui sert à l'achat de bois de feu.

Si, pour les opérations culturales un grand nombre de parents sont conviés à apporter leur contribution en travail, en ce qui concerne la cuisson des aliments, le Comité procède à une planification rigoureuse. Des groupes de femmes sont responsabilisés suivant un roulement hebdomadaire permettant une large participation des mères de la communauté, sans créer une surcharge de travail à certaines d'entre elles.

Cette initiative audacieuse des parents de Bois-Mary ne laisse pas ces derniers sans souci. En fonction de la disponibilité, le Comité décide du nombre de repas offert aux enfants par semaine. Parfois, la cantine ne fonctionne que 4 jours par semaine. De plus, il faut garantir un approvisionnement régulier et suffisant de la cantine. Mais, l'augmentation de la production nécessite des fonds supplémentaires. Et pourtant, au cours des conversations avec des membres du Comité de Gestion, on ne découvre aucun sentiment attentiste tendant à l'assistantat. Ils cherchent d'abord à mobiliser et optimiser toutes les ressources dont ils disposent. La cantine n'est pas gérée de manière isolée par rapport aux autres

activités de l'école. L'argent collecté de la gestion du fonds de livres peut être emprunté à la cantine qui pourra réaliser une campagne agricole en attendant le moment du renouvellement et de la réparation des livres. Au niveau de l'ensemble de la 4<sup>ème</sup> section, les agriculteurs sont en train de préparer un projet de stockage qui leur permettrait de bénéficier des différences de prix entre les époques de semis et les époques de récolte. Une partie des bénéficiaires pourraient servir à financer l'école en général et la cantine en particulier. En dépit de tous ces efforts, la cantine de l'école communautaire de Bois-Mary semble connaître des difficultés dues à la non disponibilité de fonds pour la location de terre à l'échéance des 2 années de bail.

Cette expérience d'école communautaire Dessalines-Savoie est intéressante à bien des égards. Dans un contexte où il semble difficile de promouvoir une démarche de développement durable en Haïti par la tentation aux interventions d'urgence pour assister les populations, il est encourageant qu'une communauté arrive à prendre son destin en main, tout en utilisant l'appui de différentes institutions.

#### [Une expérience plus étendue d'achat de produits locaux : Eglise Méthodiste Libre à l'Intérieur d'Haïti](#)

L'expérience de l'Eglise Méthodiste ne peut pas être considérée comme un cas isolé. **L'Eglise Méthodiste Libre à l'Intérieur d'Haïti** est implanté dans le pays depuis 1965 et est affiliée à Free Methodist Church, dont le siège se trouve à Indianapolis, en Indiana (USA). La vision de cette église est « d'avoir une église active et spirituelle pour l'évangélisation intégrale de la collectivité haïtienne et du monde entier en Jésus-Christ ». Sa mission renferme les six activités suivantes par ordre de priorité :

- ❖ Évangélisation interne et externe
- ❖ Support financier
- ❖ Structuration
- ❖ Éducation et formation
- ❖ Activités sociales
- ❖ Construction et propriété

L'Eglise dispose d'un « Komite Ankadreman pou Devlopman » (KAD) au niveau central et au niveau de chacune des 65 églises ainsi que les stations réparties dans le pays. En effet, l'Eglise Méthodiste Libre à l'Intérieur d'Haïti est divisée en 5 districts qui couvrent presque tous les départements du pays, excepté la Grand'Anse, les Nippes et le Nord-Ouest. Le KAD pilote un programme d'élevage de cabris en distribuant des cabris aux membres sous forme de gardiennage. L'Eglise dispose également d'un programme d'énergie solaire qui organise des séminaires sur la fabrication de cuisinières solaires et les techniques de cuisson solaire.

Le programme éducatif bénéficie de la coopération de « International Child Care Sponsorship Ministries » du siège de Indianapolis et aussi de Compassion Internationale. Il s'agit d'un programme

de parrainage d'enfants. Les dossiers pour le parrainage des enfants sont préparés au niveau de chaque école, expédiés à Port-au-Prince pour être envoyés à Indianapolis. Les fonds reçus sont répartis par le Département des bourses en différentes rubriques : écologie, livres, uniforme, cantine, frais administratif, frais de santé. Pour l'année scolaire en cours, dans 4 des 5 districts, 50 écoles bénéficient du programme de cantine avec un total d'environ 10.000 élèves.

En ce qui concerne l'organisation de la cantine scolaire, chacun des 5 districts dispose d'un dépôt pour faire entreposer les stocks achetés sur place avant de les faire transporter, selon les prévisions, dans les différentes écoles du district. Quand les produits alimentaires sont cultivés et donc disponibles au niveau des localités où se trouvent les écoles, l'Église fait l'économie du transport en procédant aux achats localement. Dans ces conditions, la cantine scolaire s'articule à l'économie locale et permet d'offrir un débouché aux produits des agriculteurs.

### Coopération argentine

Le projet « Promotion d'autoproduction d'aliments frais en Haïti » a pris naissance dans le cadre de la Conférence sur la Coopération Internationale avec Haïti tenue à Cayenne le 18 mars 2005. Le projet est mis en œuvre depuis le mois de septembre 2005, suite à un accord entre les gouvernements haïtien et argentin. Le projet s'inspire de l'expérience réussie mise en œuvre en Argentine connue sous le nom de « Programa Pro-Huerta » et, est exécuté par l'Institut Interaméricain de Coopération pour l'Agriculture (IICA) qui travaille conjointement avec des techniciens argentins. L'objectif visé est « d'améliorer la sécurité alimentaire (accroître la disponibilité, l'accessibilité et la variété des produits de consommation) de la population d'Haïti à travers l'autoproduction de plantes vertes et de légumes ».

Le projet se développera en 3 phases :

1. L'expérience pilote est déjà en cours depuis septembre 2005 et se terminera en mars 2006 ;
2. La phase de moyen terme est prévue pour cette année 2006 ;
3. La phase de long terme se déroulera entre 2007 et 2010.

L'expérience pilote s'est développée autour des Gonaïves, dans les zones de Bassin Mangnan, Desbarrières et de Poteau et aussi au niveau du périmètre urbain. L'accent a été mis sur l'aspect formation et vulgarisation. Les 105 promoteurs formés ont réalisé des sessions de formations au profit de 630 familles. Le projet a aussi développé l'approche des jardins de démonstration pour toucher une plus grande portion de la population.

Sans être exclusivement un projet de jardins scolaires, 13 écoles participent déjà à la phase pilote

de ce projet qui pourra atteindre un nombre de 3800 élèves. Les écoles ciblées disposaient déjà de cantines. Les produits frais récoltés apportent un complément et permettent de diversifier la diète. Ces jardins scolaires articulés à des cantines comportent une dimension formative. Ils visent à faire la promotion de l'agriculture organique, respectueuse de l'environnement et mettent l'accent sur l'importance des légumes dans l'alimentation.

### Projet pilote de jardins scolaires (PAM, FAO)

Le PAM est l'une des principales institutions qui exécute des programmes d'aide alimentaire dans le pays, cependant cette institution semble ouverte à l'utilisation des produits locaux. C'est ainsi qu'en collaboration avec la FAO, le PAM est en train de mettre en œuvre un « Projet pilote de jardins scolaires ». Ce projet vise 14 écoles fondamentales en milieu rural dans les départements du Nord et du Nord-Est, dont 10 écoles publiques. Les groupes cibles du projet sont constitués de près de 4000 élèves des écoles concernées, de leurs parents et de l'équipe pédagogique.

Ce projet vise entre autres à développer l'éducation nutritionnelle en milieu scolaire et à diversifier le régime alimentaire dans le cadre des activités de cantine scolaire. En plus des notions de base en nutrition et des techniques de production maraîchère, le projet prévoit d'inculquer aux élèves des notions en gestion de base et en gestion rationnelle des récoltes. Il permettra de renforcer dans un environnement pratique les notions apprises en sciences expérimentales. Les écoles de par leur fonction éducative disposent d'un fort potentiel de diffusion, ce qui permettra d'atteindre les professeurs, les parents et les membres de la communauté. Ce projet comporte donc aussi un aspect d'ingénierie sociale en mobilisant des membres de la communauté à la réalisation d'un projet social collectif.

Ce projet pilote se déroulera au cours de l'année académique 2005-2006 et prévoit des activités complémentaires en vue de la maîtrise de l'eau, comme la construction de citernes pour l'emmagasinement de l'eau nécessaire à l'arrosage des jardins potagers. Les élèves, les professeurs et parents participeront à la réalisation des travaux tels que: clôture, construction de plate-bande, billonnage, entretien et récolte. Chaque classe aura sa plate-bande et pourra choisir les espèces à cultiver. Les précautions sont prises pour que les activités de jardins scolaires n'empêchent pas sur les activités d'enseignement.

### Projet d'aide alimentaire avec approvisionnement local

Le Service de Coopération et d'action culturelle de l'Ambassade de France a mis à la disposition de différents partenaires autour du Ministère de l'Agriculture un fonds pour un projet d'aide alimentaire avec une mise en œuvre locale. Les sommes disponibles financeront des achats locaux

de produits et des opérations de production de semences. Différents partenaires contribueront à la mise en œuvre du projet : les achats de produits locaux devront être pris en charge par le PAM, les aspects d'importations de semences améliorées par la FAO, la remise en état des entrepôts, la production de semences artisanales et la formation des paysans par le MARNDR, la collecte de données par le MARNDR et la CNSA... Ce projet doit être exécuté dans les départements du Nord et du Sud. Des organisations de producteurs, telles que la Fédération des Chambres d'Agriculture du Nord (FECHAN), l'Association des Irrigants de Dubreuil auront une part active dans l'exécution du projet. Ce projet entend renforcer les organisations de producteurs, donner un appui à la production locale via la production, multiplication et distribution de semences et aussi offrir un marché aux récoltes paysannes. Les produits achetés seront, entre autres utilisations, distribués dans les cantines scolaires par le PAM.

### III- Réflexions sur l'orientation des programmes de cantine scolaire en Haïti

Ces expériences d'utilisation de produits locaux ne sont pas exhaustives. Il existe d'ailleurs d'autres perspectives. La Coopération brésilienne, par exemple, se propose de réaliser un programme de jardins et de cantines scolaires dans le Plateau Central en se basant sur l'expérience accumulée au Brésil à travers le Programme National d'Alimentation Scolaire et le Programme Faim Zéro. Toutes ces expériences offrent des pistes de réflexion qui faciliteront l'élaboration de politiques publiques dans le domaine.

De toute façon, il faut éviter des conclusions hâtives quant à la reproductibilité d'une expérience particulière dans toutes les régions d'Haïti ou dans tous les contextes agro-écologiques. Aucune des expériences présentées ne constitue une panacée et chacune comporte ses difficultés. A Bois-Mary, la portée éducative des jardins et des cantines scolaires n'est pas exploitée. Les élèves ne sont même pas intégrés dans la réalisation des jardins. La préoccupation est uniquement de donner un repas aux enfants. Il en est de même pour l'Eglise Méthodiste Libre. Les achats de produits locaux ne semblent pas d'ailleurs le résultat d'un choix délibéré des responsables de cette mission protestante, mais les circonstances semblent favoriser cette pratique qui est bénéfique aux agriculteurs des localités couvertes, particulièrement les membres de l'église. Au niveau du projet de la coopération argentine, les activités de jardins et de cantines scolaires apportent des compléments de formation sur l'environnement et sur la nutrition, mais ne s'articulent pas à l'ensemble du curriculum... Chacune

de ces expériences comporte des atouts qui méritent d'être renforcés. Un dispositif de suivi et d'évaluation de ces projets pourrait permettre de capitaliser les leçons apprises et de concevoir à l'avenir des projets plus adaptés aux besoins.

Une cantine qui repose uniquement sur la production de céréales par la communauté autour de l'école n'est concevable que dans des zones irriguées où il est possible de réaliser plusieurs récoltes par an. Dans les zones de montagne humide, il est aussi possible d'encourager l'expérience de jardins communautaires pour approvisionner les cantines, d'autant plus que dans un contexte d'agriculture intensive, la diversification des cultures est envisageable. Dans d'autres contextes, la contribution des jardins communautaires pourrait être plus modeste. Dans beaucoup de cas, il faudrait encourager des approches mixtes, intégrant : cultures de certains produits, achats de produits locaux et même aide alimentaire, moyennant la disponibilité de financement. La culture de légumes ne peut permettre que d'apporter des compléments, mais offre la possibilité d'améliorer la qualité de la formation des élèves, notamment sur le plan nutritionnel et environnemental.

Il n'est pas approprié de proposer une démarche uniforme dans toutes les zones du pays en ce qui concerne les interventions en matière d'aide alimentaire et de programme de cantines scolaires. Il n'est pas possible non plus, ou du moins à court terme, de refuser l'aide alimentaire en prétextant pouvoir alimenter immédiatement les cantines à partir des produits locaux. Les programmes de cantine scolaires doivent s'intégrer à une démarche de développement basée sur un diagnostic des réalités locales. Les cantines scolaires peuvent contribuer à dynamiser d'autres activités économiques et sociales de la zone d'intervention.

Les cantines scolaires reposant principalement sur des produits locaux pour être viables sans appui financier important, doivent s'articuler à un ensemble de projets productifs, mettant en œuvre une démarche de développement. Par exemple, l'Association d'Entraide Franco-haïtienne (ADEFH) de Maseillan (Vieux- Bourg d'Aquin) qui envisage à l'avenir de développer des programmes de cantine scolaire veut entreprendre pour le moment 4 micro-projets :

- moulin communautaire
- atelier de transformation de fruits (jus, confiture)
- Boutiques d'intrants
- Production de poulets

Les cantines pourraient ainsi constituer un marché garanti pour ces entreprises qui pourraient vendre ou offrir des services à meilleurs prix aux jardins communautaires et cantines scolaires.

Ces différentes initiatives prises dans le pays sont encourageantes et montrent qu'il est possible de mieux valoriser les ressources locales. Il existe dans le pays différentes situations qui nécessitent des réponses spécifiques. Ces programmes devraient continuer leurs efforts d'articulations aux initiatives en faveur de la production locale. Les appuis à la production, au conditionnement des produits et à la commercialisation par des contrats avec des programmes d'aide alimentaire sont susceptibles d'encourager la production nationale.

Les arguments de ceux qui privilégient l'aide alimentaire ou l'achat sur le marché international mettent l'accent sur les facilités qu'offrent ces options. Il est possible de commander et de recevoir des stocks importants, moyennant une certaine planification. On peut obtenir un produit standard et bien conditionné. Ces choix pourraient faciliter une plus grande efficacité des projets d'aide alimentaire, considéré isolément, mais ne s'articulent pas à un programme de développement au profit d'une forte proportion de la population qui vit d'activités agricoles. De plus, ces pratiques permettent l'entrée massive au pays de produits qui concurrencent la production nationale et limitent la possibilité d'améliorer les filières nationales.

Il faut encourager, comme le fait la FAO dans de nombreux pays, l'introduction de jardins scolaires dans les écoles, intégrés aux programmes nationaux d'agriculture, de nutrition et d'éducation. L'objectif des jardins scolaires devrait être d'améliorer à la fois la qualité de la nutrition et la formation des enfants et de leurs familles dans les zones rurales et urbaines. Les jardins scolaires peuvent offrir aux enfants l'opportunité d'apprendre à produire des aliments sains et de les utiliser pour se nourrir de manière adéquate. Les enfants se montrent plus disposés à essayer les légumes qu'ils ont eux-mêmes cultivés, d'après une expérience réalisée par l'Université de Californie dans le cadre du Programme de Recherche et d'Éducation sur l'Agriculture Durable. Les jardins scolaires peuvent contribuer aussi à l'éducation environnementale, au développement individuel et social. La mise en situation pratique permet aussi d'améliorer la qualité de l'enseignement des matières basiques. Ainsi l'éducation des enfants pourrait devenir plus pertinente grâce à un apprentissage actif et l'intégration dans les programmes de connaissances théoriques et pratiques sur l'agriculture, la nutrition et aussi des connaissances qui préparent les enfants à la vie. Les recherches de l'Université de Californie ont prouvé également que les jardins scolaires peuvent constituer un outil puissant pour enrichir le programme d'études sur les mathématiques, l'histoire,

les sciences, la littérature, la lecture, l'écriture, l'art et la musique.

Il faut souligner que dans le passé en Haïti, quand les écoles rurales dépendaient du Ministère de l'Agriculture, des travaux pratiques agricoles faisaient partie des programmes des fermes-écoles. L'enseignement rural avait pour objectif d'offrir un certain niveau d'instruction aux enfants des agriculteurs tout en leur permettant d'être à l'avenir plus performants dans l'agriculture. Les jardins n'étaient pas articulés à des activités de cantine et ne constituaient pas forcément un outil pédagogique pour favoriser les processus d'apprentissage. Les activités agricoles n'étaient pas toujours appréciées par les parents, suivant les témoignages d'anciens instituteurs ruraux. La faible valorisation du métier d'agriculteurs et l'image traditionnelle du scolarisé qui méprise le travail manuel ont contribué à ce type de réactions des parents.

### Bibliographie

- 1 CNSA, Répertoire **Cartographique des Cantines Scolaires. Exercice 2004-2005**. Mai 2005
- 2 CNSA, **Plein Feu sur les Cantines Scolaires en Haïti**. Bulletin de Conjoncture. Décembre 2002
- 3 CNSA, **Les Cantines Scolaires en Haïti : Impact et Perspectives**. Décembre 2002
- 4 Cooperación Argentina con Haití, IICA, **Promotion d'autoproduction d'aliments frais à Haïti**. Novembre 2005
- 5 FAO, **Huertos escolares: educación y nutrición van de la mano**. <http://www.fao.org/newsroom/es/news/2005/104116>
- 6 PAM, FAO, **Projet Pilote de jardins scolaires**
- 7 Programa Especial para la Seguridad Alimentaria (PESA), **Nota conceptual sobre los huertos escolares. La mejora de la nutrición y educación infantiles mediante programas de horticultura escolar**, FAO, Rome septembre 2004
- 8 Universidad de California, División de Agricultura y Recursos Naturales, **Las huertas escolares aportan grandes beneficios**. Octubre 2002. <http://ucce.ucdavis.edu/datastore/detailreport.cfm?usernumber=288&surveynumber=199>
- 9 Universidad de California, División de Agricultura y Recursos Naturales, **El cultivo de verduras en huertas escolares aumenta el interés de los niños para probarlas**. Juillet 2003. <http://ucce.ucdavis.edu/datastore/detailreport.cfm?usernumber=855&surveynumber=199>

# Nous avons rencontré pour vous :



*Le premier prix des meilleurs projets sociaux obtenu par l'ONG haïtienne VETERIMED, le 11 novembre 2005, pour sa production de « Let Agogo » a donné à cette dernière une reconnaissance internationale. Le projet « Let Agogo » a été sélectionné parmi les 20 finalistes des 1600 projets*

*présentés par différents pays de l'Amérique Latine et de la Caraïbe au concours « Expériences d'innovations sociales » organisé par la Commission Economique pour l'Amérique Latine et la Caraïbe (CEPALC). Cependant, même dans le pays, les multiples activités de cette organisation dans le secteur de l'élevage ne sont pas suffisamment connues. C'est pourquoi dans cette rubrique, nous avons choisi de vous présenter VETERIMED.*

## Qu'est-ce que VETERIMED ?

VETERIMED est une Organisation Non Gouvernementale (ONG) haïtienne d'aide au développement, créée en 1991, par un groupe de professionnels haïtiens, qui veulent contribuer au développement du pays grâce à des actions en milieu paysan. **VETERIMED est spécialisé en santé et production animales** et a été reconnue en date du 15 décembre 1995, registre MPCE No B-0220

## Pourquoi VETERIMED ?

En Haïti, il n'existe que 17 médecins vétérinaires (2001). Pourtant, l'élevage est une activité très importante. Environ 70 % de la population du pays vit à la campagne et se dédie à l'agriculture et à l'élevage. Même si des produits de l'élevage (viande, œufs, produits laitiers) sont importés, une grande partie est produite dans le pays.

Ce sont les petits paysans haïtiens (environ 700.000 familles) qui assurent plus de 90 % de la production animale du pays. Ces 700.000 producteurs ne bénéficient pour la plupart d'aucun encadrement.

### I. But et Objectifs de VETERIMED

Apporter une contribution à la définition et à l'application d'une politique nationale de développement de l'Élevage en faveur des petits paysans.

L'ONG VETERIMED s'est donnée pour mission d'aider, par la formation, la recherche et l'appui technique en santé et production animales, les éleveurs haïtiens à augmenter leur production et leurs revenus.

### II. Activités de VETERIMED

VETERIMED est dirigée par un Conseil d'Administration de membres volontaires. La Direction Exécutive, chargée de la gestion quotidienne de l'institution VETERIMED, est constituée d'une équipe de 17 permanents.

Pendant une période de sept ans, de 1993 à 2000, VETERIMED a agi principalement en santé animale, à travers la formation d'agents vétérinaires, la mise en œuvre de campagnes de vaccination et l'appui au développement d'une organisation professionnelle. Pour la période de 2000-2005, VETERIMED a décidé

de concentrer plus d'efforts sur d'autres contraintes de la production animale. La nouvelle approche consiste à améliorer par étape les systèmes d'élevage traditionnel afin d'en augmenter la durabilité et la rentabilité et ainsi contribuer à sécuriser les revenus des paysans.

### 2.1 Le Projet Lèt Agogo (Dans le Nord/Nord-Est du pays)

C'est un programme qui intervient depuis l'année 2000 dans 7 communes des départements du Nord-Est et du Nord d'Haïti, où il existe un important circuit traditionnel de collecte du lait pour l'approvisionnement de la métropole régionale, le Cap-Haïtien. Ce circuit collecte jusqu'à 18 000 litres de lait par jour grâce à l'élevage bovin qui se pratique sur les anciennes plantations Dauphin et Madras, de 50 000 hectares.

C'est également une région, caractérisée par un phénomène important d'appropriation de terre par différents groupes de paysans. Cette région a été classée prioritaire dans le cadre de la réforme agraire en cours.

**Le but du programme est de contribuer à la sécurisation et au développement durable des activités d'élevage en général, et dans ce cas de la filière lait en particulier**

Spécifiquement ce projet vise:

1. **l'organisation des éleveurs** autour de trois éléments structurants : **le foncier, la production laitière** et les services de **santé animale**;
2. l'augmentation de la **production laitière** et de la **consommation** de lait local;
3. la gestion durable et productive des **ressources** utilisées par les animaux;
4. le renforcement des **services** fournis en **santé animale**, mesurée par une baisse de l'incidence économique des principales pathologies.

La première phase du programme a été réalisée grâce à un appui d'OXFAM-Québec et du fonds commun des OXFAM en Haïti. Cette **première phase** consistait

à réaliser les **premières études complémentaires** suivantes:

1. "Mode de mise en valeur du milieu et **possibilités d'intensification de l'élevage laitier** dans le cadre de la réforme agraire dans le Nord-Est d'Haïti".
2. "Inventaire des **espèces fourragères** et essais d'amélioration".
3. "**Marché du lait** et faisabilité technique de l'implantation d'une **mini-laiterie**".

Ces études ont été réalisées grâce à un partenariat avec la **Faculté d'Agronomie et de Médecine vétérinaire** de l'Université d'Etat d'Haïti et en collaboration avec les autorités du **Ministère de l'Agriculture** et de l'**Institut National de la Réforme Agraire**, INARA.

Les résultats de ces études ont permis l'élaboration de la deuxième phase du projet.

### Les activités actuellement en cours se divisent en trois composantes :

#### Élevage, Ressources Naturelles et Environnement.

Cette composante visera l'**amélioration de la gestion des ressources dans le contexte de la réforme agraire**. Cette composante contribuera également à **résoudre les problèmes d'alimentation et d'abreuvement du bétail**. Les activités prévues dans le cadre de cette composante sont:

1. Animation de l'interface population/Etat sur l'évolution foncière au niveau local et sur la gestion collective des ressources.
2. Appui institutionnel aux groupements/associations dans les démarches pour la légalisation de « **cercas** » pour l'élevage.
3. Gestion des ressources et appui aux "**Cercas**" (amélioration des pâturages, abreuvement, amélioration de la traite et de la conduite des vaches laitières).

#### Santé animale :

Cette composante vise le **renforcement des services fournis aux éleveurs dans le domaine de la santé animale**. Quantitativement, on vise une **baisse de l'incidence économique des principales pathologies**. Les activités prévues dans le cadre de cette composante sont:

1. Formation et recyclage d'agents vétérinaires (formation de 100 nouveaux agents et recyclage de 60 autres).
2. Programme d'éducation et formation pour 7 200 éleveurs.
3. Appui au renforcement d'un réseau de distribution d'intrants vétérinaires.
4. Appui institutionnel aux structures de santé animale (association INTERVET et Gwoupman Sante Bèt).
5. Renforcement d'un système permanent de vaccination pour les départements du Nord et du Nord-Est.

### III. Commerce et transformation du lait :

L'objectif spécifique de cette composante est l'**augmentation de la production et de la consommation de lait local, ainsi que l'organisation et la sécurisation du circuit de commercialisation du lait** à travers un appui aux acteurs de cette filière. Les activités prévues dans le cadre de cette composante sont:

1. Renforcement des acteurs de la filière lait et de leurs organisations, à travers des actions de formation et d'appui à la commercialisation et à la transformation du lait.
2. Mise en place et renforcement d'un réseau de mini-laiteries de transformation du lait, **Le Réseau National Lèt Agogo**.

Dès l'année 2002, le Programme Lèt Agogo s'est étendu à d'autres régions du pays. Aujourd'hui, le Réseau National est constitué de 9 mini-laiteries fonctionnelles et de 4 autres en préparation. Ce

Partenaires	Zone d'intervention
Association des Producteurs de lait de Limorade, AP WOLIM	Commune de Limorade/Nord-Est
Réseau National agents vétérinaires, INTERVET	Commune de Limorade/Nord-Est
Coopérative des Éleveurs de Terrier Rouge, KOET	Commune de Terrier Rouge/Nord-Est
Association des techniciens agricoles pour le développement, ATAD	Vernettes/Antibonite
Organisation pour le développement de la santé de l'élevage et de l'Agriculture, ODSEA	Léogane/Ouest
Groupe de recherche et d'Action pour le développement, GRAD	Thomazeau/Ouest
Kòordinasyon Rejyonal Oganizasyon Sidès, JACMEI	Jacmel/Sud-Est
BIONET	Cayes/Sud
Tachen Lakay	Quarantmithe/Nord-Est

Réseau devrait être constitué d'environ une vingtaine de mini laiteries d'ici 2007.

### Liste des partenaires actuels du réseau Lèt Agogo

Le programme est mis en œuvre par une l'équipe de l'IGS Nord/Nord-Est de VETERIMED. Cette équipe est appuyée par le siège de VETERIMED sur les plans administratif et technique. VETERIMED entretient des relations de partenariat avec VSF-Espagne et VSF France, pour la réalisation de ce projet. Depuis l'année 2000, VETERIMED a reçu l'appui de plusieurs agences de financement pour ce projet.

#### 2.2 **Projet Lapen fè Kenken (dans l'Ouest)**

VETERIMED a retenu la région péri-urbaine de Port-au-Prince pour l'implantation d'une troisième IGS, axée sur l'amélioration de l'élevage des **espèces à cycle court**.

Le projet « Lapen fè kenken ! » Intervient dans l'aire environnante de **Port-au-Prince** à savoir, **Pétion-**

**Ville, Kenscoff et Croix des Bouquets**, où se concentre un grand nombre de consommateurs. Dans cette région, il existe déjà plusieurs centaines d'éleveurs de lapins,

Cette espèce à cycle court offre l'avantage de pouvoir produire un **impact rapide** sur l'économie des petits paysans. Ce type d'élevage ne nécessite qu'un **investissement faible**, ce qui le met à la portée de beaucoup de paysans. De plus, les **consommateurs recherchent la viande fraîche** pour sa qualité et son goût.

### Les objectifs spécifiques de ce projet :

1. Contribuer au développement durable de l'élevage de lapins;
2. Renforcer l'économie locale notamment à travers l'augmentation du revenu des paysans

### Les résultats attendus sont :

1. l'augmentation de la production et de la productivité des élevages de lapins;
2. Le renforcement des organisations de producteurs et du circuit de commercialisation du lapin.

L'équipe de l'IGS Ouest de VETERIMED travaille depuis plusieurs années, avec des groupes d'éleveurs, en particulier avec l'association ADL (Association pour le Développement de Latremblay), L'ORELAFE Organisation des Éleveurs de Ferme et l'OELC, Organisation des Eleveurs de Callebasse.

### Le projet, initié depuis trois (3) ans, est réparti en deux (2) phases :

**Phase 1** : Expérimentation (24 mois) et mise au point d'une expertise sur les plans techniques et méthodologiques; avec l'expérimentation des espèces fourragères, la mise en place d'ateliers d'engraissement, la réalisation d'études de marché et d'actions pilotes au niveau du réseau de commercialisation. Cette phase a été financée par le Regroupement d'Organisme Canado-Haïtiens pour le Développement (ROCAHD) et le programme FSD de l'Ambassade de France en Haïti.

**Phase 2** : Diffusion à plus large échelle qui a commencé en 2004.

### 2.3 Programmes d'amélioration de la productivité des élevages de cabris et de volailles

En Haïti, les cabris et les poules sont présentes sur pratiquement toutes les exploitations familiales. Ce programme qui avait été initié fin 1999 au Plateau Central avec le projet « Bèt se Lespwa » financé par l'Union Européenne (durée de 3 ans), s'est étendu à plusieurs régions du pays grâce à divers partenariats développés avec un certain nombre d'organisations et institutions partenaires.

**Le but du programme est de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire dans les différentes zones d'intervention,**

Les objectifs généraux retenus sont :

1. la sécurisation des revenus de l'élevage;

2. le renforcement de l'économie locale (organisation, investissement, emploi);

3. Contribuer à améliorer l'équilibre de genre

Afin d'atteindre ces objectifs, les interventions s'articulent autour de 3 composantes :

a. **Élevage, ressources et environnement** : cette composante travaille à améliorer la gestion des ressources et lie développement de l'élevage et protection de l'environnement. Cette composante contribue à résoudre les problèmes d'alimentation et d'abreuvement du bétail.

b. **Intensification des systèmes de production** : cette composante met au point et diffuse des modèles ayant pour but l'augmentation de la productivité des élevages de volailles et des cabris

Partenaire	Zone d'intervention	Nombre approximatif de bénéficiaires
FONHSUD	AQUIN/SUD	100
IRATAM	SAINTE SUZANNE/NORD-EST	100
UPC	PLATEAU CENTRAL/CENTRE	100
INTERVET	GROS MORNE/ARTIBONITE	60
INTERVET	PLATEAU CENTRAL/CENTRE	75
ORELAFE, ADL, OELC	FERMATHÉ/OUEST	250
KDF, UCIF	FONDS-VERRETTES/OUEST	700
MPMB, KOSOMA	MAPOUSS UD-EST	700

c. **Santé animale** : cette composante vise le renforcement des services fournis aux éleveurs dans le domaine de la santé animale (agents vétérinaires, pharmacies, campagnes de vaccination).

### Listes de partenaires du programme d'amélioration de la productivité des élevages de cabris et de volailles

#### III. Partenariat et alliances

VETERIMED qui se veut une organisation ouverte, cherche à appliquer les résolutions de son document d'orientation stratégique à savoir : chercher à juxtaposer des expertises complémentaires, plutôt que de chercher à protéger ses champs de compétences. **Le montage de partenariats et d'alliances est donc un élément fondamental des orientations stratégiques de VETERIMED.**

#### 3.1 Les petits paysans et leurs organisations

VETERIMED jouit d'une forte reconnaissance auprès des petits paysans et de leurs organisations : les demandes de formation émanant d'organisations paysannes sont nombreuses; la participation des

organisations paysannes dans les activités mises en œuvre par VETERIMED est forte.

### 3.2 L'État

VETERIMED a toujours souhaité collaborer à la **définition d'une politique de développement de l'Élevage en Haïti**, dans laquelle ses interventions s'inscriraient. Des débats qui se sont engagés en 1999 avec le Ministère de l'Agriculture (MARNDR) à propos de l'agrément des agents vétérinaires, du curriculum de formation et des possibilités de mise en place d'un mécanisme permanent de vaccination, ces débats ont abouti à la formation des « **Gwoupman Sante Bèt** » (GSB). VETERIMED, avec 3 autres ONG est partenaire du MARNDR dans le programme de formation de 1200 agents vétérinaires des GSB.

### 3.3 Autres ONG

Le développement de nouveaux champs d'expertise de VETERIMED initié au cours de l'année 2000, inclut d'autres partenaires. Toute l'expertise n'est pas maîtrisée par VETERIMED mais plutôt par un réseau de partenaires.

Parmi ces ONG, on retient, à titre d'exempl, **Vétérinaires Sans Frontières** qui est depuis quelques années un partenaire de VETERIMED. De plus, VETERIMED a poursuivi son implication au niveau de différentes plates-formes d'ONG haïtiennes : **La plate-forme sécurité alimentaire**, **la plate-forme des partenaires d'Oxfam en Haïti**, **le Réseau haïtien télématique pour le Développement**, **REHRED**

### 3.4 Secteur Privé

Pour appuyer le secteur traditionnel de l'élevage qui constitue la préoccupation première de l'ONG, il est nécessaire de proposer et encourager d'autres alternatives et de rendre possible un appui réel aux petits producteurs.

L'un des axes de travail est la recherche de collaboration avec des opérateurs du secteur semi-industriel (l'objectif fixé étant de contribuer à l'établissement, au cours de la période 2000-2005, de quelques structures semi-industrielles, soit de production, soit de transformation/commercialisation).

C'est dans cette optique que VETERIMED a participé à la fondation de l'**Association Haïtienne pour la Promotion de l'Élevage**, **AHPEL**

### 3.5 Universités

VETERIMED a accueilli et encadre chaque année plus d'une dizaine d'étudiants en stage, notamment de la Faculté d'Agronomie et de Médecine vétérinaire de l'Université d'État d'Haïti, de l'Université Quisqueya, de l'Instituto Superior de Agricultura (ISA/ République dominicaine), ainsi que des jeunes agronomes en résidence. Ce sont ces étudiants qui, sous forme de mémoires et de stages, assistent les

techniciens de VETERIMED dans leurs travaux et recherches de terrain.

### 3.6 Organisations de la République Dominicaine

VETERIMED a toujours été convaincu qu'il n'y a pas de solutions viables sans l'incorporation des partenaires de la République Dominicaine. Les deux pays sont trop étroitement connectés géographiquement, économiquement et socialement pour que l'on puisse se passer de la collaboration transnationale. Dès 1997, VETERIMED, dans le cadre de son programme actuel, a développé des relations avec des structures dominicaines du secteur Élevage: **Centres universitaires de la république Dominicaine (ISA, UASD)**

Au cours des 8 dernières années, VETERIMED a développé une collaboration avec des Centres Universitaires de la République Dominicaine, notamment : la Faculté d'Agronomie et Vétérinaire de la UASD et l'*Instituto Superior de Agricultura* (ISA). Veterimed a accueilli des étudiants finissants de l'ISA en stages de fin d'études.

### **L'Institut Interaméricain de Coopération Agricole (IICA)**

VETERIMED et l'IICA ont signé, il y a plusieurs années une convention de collaboration. C'est celle-ci qui a permis à VETERIMED de développer des rapports avec plusieurs institutions dominicaines dont le CIMPA. Cette année encore, l'IICA a appuyé le renforcement des liens transfrontaliers. De plus, sur le plan technique, des experts de l'IICA ont été consultés et ont apporté leur collaboration à certains aspects techniques de nos projets.

### 3.7 Association Intervet

En vue d'apporter une réponse structurée et efficace à la question de l'encadrement vétérinaire de l'élevage national, en 1992, le Réseau Vétérinaire Interdépartemental (Entèvèt ou INTERVET) a été créé. C'est une association agréée, regroupant des techniciens et agents vétérinaires, qui compte actuellement environ 1000 membres et affiliés répartis en une soixantaine de groupes communaux.

Le but de l'association est de contribuer au développement économique du pays en général et, en particulier, à l'amélioration des conditions de vie de la paysannerie haïtienne. INTERVET est fortement connectée avec les Organisations Paysannes. Ce sont ces Organisations Paysannes qui, depuis 1993, désignent certains de leurs membres pour recevoir la formation d'agents vétérinaires et intégrer le réseau INTERVET.

Depuis sa création, INTERVET a reçu l'appui technique et financier de plusieurs institutions nationales et étrangères. L'un de ses partenaires privilégiés est VETERIMED.



### 3.8 COSEVO

La Coopérative des Services Vétérinaires de l'Ouest (COSEVO) est une structure dont la création a été initiée en 1995 par VETERIMED. L'objectif principal est d'assurer l'approvisionnement du marché haïtien en produits vétérinaires et autres intrants pour l'élevage. La COSEVO est aujourd'hui une structure complètement autonome, dynamique et viable. C'est un allié important sur lequel compte VETERIMED pour son travail d'appui aux éleveurs.

#### IV. Centre de documentation de VETERIMED

VETERIMED, institution spécialisée en santé et production animales, offre, aux professionnels et étudiants intéressés au développement rural et à l'élevage, la possibilité de consulter de nombreux documents et ouvrages en la matière. Le centre de documentation se trouve à Port-au-Prince.

Il est possible de consulter la liste des ouvrages disponibles au centre. Certains de ces documents sont accessibles "On LINE" (sur le site de VETERIMED [www.veteimed.org](http://www.veteimed.org))

## Le saviez-vous?



### 1. Normalisation de la situation foncière pour les producteurs de lait de Limonade

Les producteurs de lait "Lèt Agogo" de Limonade qui occupaient illégalement certaines propriétés appartenant à l'Etat, commencent à bénéficier d'un processus de légalisation de leur situation. Cette amélioration de la sécurité foncière résulte d'intenses démarches des producteurs et Veterimed auprès de l'INARA.

Selon les informations reçues de cette institution, un relevé cadastral a été dressé pour identifier les parcelles et leurs occupants. Ce travail, qui devra se

réaliser sur 1100 hectares environ, a couvert jusqu'à date 394 ha. Un contrat de fermage est signé entre les occupants et l'Etat Haïtien.

Selon le responsable de Veterimed, qui est l'institution d'accompagnement pour la production de "Lèt Agogo", cette normalisation représente une grande victoire car les producteurs n'avaient aucune sécurité foncière.

### 2. Etudes réalisées par LAREHDO

Le Laboratoire des Relations Haïtiano-Dominicaine dans le cadre de l'Observatoire des Echanges Transfrontaliers de Produits Agricoles financé par la Commission Européenne a présenté au cours du trimestre les résultats de deux études sur les filières d'exportation informelles d'Haïti vers la République Dominicaine. Ces études concernent l'avocat et le pois congo.

A. Le 13 octobre 2005 a eu lieu la présentation sur l'avocat au local de l'INESA. En Haïti, l'avocat fait partie des systèmes de culture traditionnelle, associé à d'autres espèces fruitières et vivrières. La production est estimée à 50 000 TM. Haïti exporte vers la République Dominicaine près de 10 000 tonnes d'avocats pour une valeur comprise entre US \$ 1 500 000 et US \$ 2 000 000. Une bande de 10 à 15 km à partir de la frontière alimente ce commerce transfrontalier, mais 60% des volumes proviendraient de la partie Centrale (Belladère, Lascahobas, Savanette, Cornillon). Ce commerce constitue une source significative de revenus pour différents acteurs au sein des populations des zones frontalières enclavées d'Haïti (producteurs, commerçants grossistes, cueilleurs, manutentionnaires, conducteurs de bête de somme et de camions...).

B. Le 8 novembre a eu lieu la présentation sur le pois congo. Après avoir mis en évidence les caractéristiques de la production dans les 2 pays, l'étude décrit les circuits de commercialisation transfrontaliers et les acteurs engagés dans ces échanges. Près de 5000 TM de pois congo en gousse et jusqu'à 200 TM de grains secs pour une valeur totale de l'ordre de US\$ 1 800 000 seraient exportés vers la République Dominicaine. Le rayon d'approvisionnement s'étend à 20 km de la frontière et ce commerce concerne 20 communes de 4 départements. Cette filière constitue aussi une source importante de revenus pour ces zones souvent à faible pluviométrie. Cette culture peu risquée, résistante à la sécheresse et très compétitive offre un débouché relativement stable pour ces zones dont les routes d'accès vers les grands centres urbains du pays sont en très mauvais état.

3. Le 2 décembre 2005, la Direction Départementale Agricole du Nord-Ouest (DDA-NO) a présenté son « Plan Global de Renforcement de la Sécurité Alimentaire dans le Nord-Ouest ». Ce Plan préparé par les cadres du DDA-NO renferme, entre autres, les principales composantes :

- activités de production (maîtrise de l'eau, intensification des systèmes de culture),
- activités liées au stockage et à la transformation des produits agricoles...
- activités relatives au désenclavement du Département,
- activités d'accroissement des revenus des ménages,
- la gestion de l'aide alimentaire,
- la Promotion du genre

Cette présentation de deux heures s'est déroulée en présence des autorités locales, de certaines ONG intervenant dans le département, d'organisations paysannes, de la CNSA et du MARNDR.

Les présentateurs ont promis de faire une autre présentation pour les partenaires de la Table de Concertation du Nord Ouest. Certains participants ont, au cours des débats, proposé des améliorations du document. Une validation au niveau des communes et également est envisagée.

---

# Matière à réflexion



## Si l'effet de serre est une bonne chose, pourquoi s'inquiéter?

L'effet de serre est un phénomène naturel totalement indispensable à la vie sur Terre, car il participe à l'équilibre thermique de la planète. Sans lui, la température de notre planète ne serait pas de  $15^{\circ}\text{C}$ , mais de  $-18^{\circ}\text{C}$ .

Néanmoins des gaz comme le dioxyde de carbone ( $\text{CO}_2$ ), le méthane ( $\text{CH}_4$ ) et l'oxyde nitreux ( $\text{N}_2\text{O}$ ) accroissent l'effet de serre. Contenus dans l'atmosphère, ces gaz, qu'on dit à effet de serre (GES), agissent comme les vitres d'une serre. Ils empêchent une partie de l'énergie solaire reçue par la Terre de repartir dans l'espace. Et ce phénomène engendre un réchauffement climatique. Avec l'ère industrielle, les émissions de ces gaz ont augmenté, accroissant leur concentration dans l'atmosphère. Il y a aujourd'hui 40% de plus de GES dans l'atmosphère qu'avant l'ère industrielle.

Le réchauffement climatique a provoqué une hausse moyenne des températures de  $0,4^{\circ}\text{C}$  depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle (au moins un degré au Canada). Les experts du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) prédisent dans leur rapport, publié en 2001, que l'effet de serre occasionnera une augmentation des températures de  $1,4$  à  $5,8^{\circ}\text{C}$  au cours du siècle à venir. Cela pourrait avoir des conséquences désastreuses, telle la fonte rapide des glaces polaires et des glaciers qui conduirait à une élévation du niveau des océans de près de 50 cm. Mais les changements climatiques causent aussi des phénomènes extrêmes, tels les ouragans, cyclones, tornades, tempêtes ....

Source : <http://www.cybersciences.com>

**Nous apprécions tout commentaire pouvant contribuer à l'amélioration de cette publication.**

Coupez le long de la ligne pointillée. Repliez en deux : votre message est pre-adressé.

Vous pouvez également nous faire parvenir vos commentaires par courriel: [publication@cnsahaiti.org](mailto:publication@cnsahaiti.org)

Commentaires

---



---



---



---



---



---



---



---



---



---



---

## La Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire CNSA

La **CNSA** a pour mission d'assurer l'harmonisation des interventions intersectorielles et inter-institutionnelles sur les problématiques complexes de politique alimentaire, de renforcement de la sécurité alimentaire et de gestion des risques.

Elle s'efforce pour cela de collecter les informations disponibles sur la situation alimentaire au niveau le plus décentralisé possible et de les diffuser.

La stratégie utilisée par la CNSA pour accomplir sa mission est essentiellement participative : les tâches d'expertise et d'information sont effectuées sur une base de concertation avec les différents secteurs impliqués (État, ONG, secteur privé, société civile en général).



timbrez ici

**CNSA**

**Att : Bulletin de Conjoncture**

**7, Delmas 99, B.P. 1717 PAP Haïti**